Radio France, un acteur significatif du totalitarisme soft

16/10/2011 à 9h00
Tribune libre de Paysan Savoyard

Nous sommes désormais en présence, nous semble-t-il, – le sujet a déjà été abordé ici à différentes reprises – d'un totalitarisme en marche, un totalitarisme d'un genre nouveau : le totalitarisme soft. Parmi les différentes méthodes que celui-ci met en oeuvre, il faut porter attention à la façon dont procèdent les radios publiques du groupe Radio-France, en premier lieu France-Inter et France-Culture.

Sur ces radios publiques, financées en grande partie par le contribuable, la situation est anormale : le pluralisme y est en effet absent. La plupart des journalistes sont ouvertement de gauche, comme c'est le cas également de nombreux intervenants et interviewés. L'UMP peut se plaindre à juste titre que ses thèses soient peu représentées.

Mais c'est le courant « national » qui fait l'objet du traitement le plus déséquilibré et le plus ouvertement antidémocratique. Les idées nationales sont tantôt passées sous silence tantôt dénoncées de façon virulente. Les porte-paroles de ce courant de pensée, qui représente pourtant environ 20 % de l'électorat, sont presque totalement absents de la liste des personnalités invitées à s'exprimer. »

Examinons plus en détail les méthodes plus ou moins discrètes employées par ces chaînes de radio publiques pour s'exonérer délibérément du pluralisme.

- **Les personnes qui s'expriment sur ces radios sont**

soigneusement filtrées

Commençons par le plus évident. La quasi-totalité des journalistes de ces radios expriment des opinions et des positions personnelles de gauche. Ils ne se déclarent pas officiellement comme tels bien sûr, mais leurs interventions, leurs remarques, la sélection des faits à laquelle ils procèdent, leurs réactions aux propos des intervenants et des auditeurs ne laissent guère de doute. Deux épisodes significatifs sont venus illustrer cette situation : l'animateur pendant plusieurs années de la tranche matinale de France-Culture puis de France-Inter a pris récemment la direction du quotidien Libération ; en sens inverse le nouveau directeur de France-Inter était jusque-là directeur d'un journal satirique de gauche, Charlie-Hebdo.

La liste des chroniqueurs et éditorialistes attitrés des deux chaînes témoigne en revanche d'un certain éclectisme politique : ils peuvent être de gauche mais aussi de droite et écrire par ailleurs dans des journaux des deux tendances. Ces intervenants cependant se situent tous en conformité avec le discours politiquement admis : ils sont favorables à la « construction européenne », au droit d'ingérence humanitaire et démocratique dans les pays du tiers-monde, à la mise en place de sociétés « ouvertes » et métissées… Aucun chroniqueur et aucune personnalité fréquemment invitée ne défend des thèses proches de celles du parti « national » (nous disons un mot plus loin de l'exception que constitue sur France-Culture l'émission hebdomadaire d'Alain Finkielkraut)

Evoquons maintenant l'une des techniques les plus sournoises utilisées par ces radios de service public. Outre les journalistes et les éditorialistes, une troisième catégorie d'intervenants a la parole dans les émissions des chaînes. Ce sont les « experts » : économistes, sociologues, philosophes, juristes, politologues, démographes… Leur nombre et leur variété visent à donner à l'auditeur une impression de pluralisme, d'impartialité et de sérieux scientifique. Or les

disciplines que ces experts représentent ne sont pas des sciences exactes : elles relèvent de la sphère des « sciences humaines », c'est-à-dire qu'elles sont subjectives et touchent à des matières qui sont le plus souvent directement politiques. Alors que ces personnes viennent en réalité délivrer le plus souvent un discours politique et militant, leurs propos bénéficient de l'autorité qui s'attache à leur statut d'expert.

Ce subterfuge a sur le public un effet puissant. Quiconque a l'occasion de fréquenter des électeurs de gauche peut entendre fréquemment dans la conversation des affirmations du type « Ce que dit Marine le Pen est faux : l'autre jour sur France-Inter un démographe expliquait qu'il n'y a pas plus d'immigrés que dans les années cinquante » ; ou encore : « Le Front national raconte n'importe quoi. Hier à France-Culture un sociologue montrait que la délinquance des quartiers n'était pas liée à l'immigration mais au taux de chômage très supérieur ». La manœuvre fonctionne de façon parfaite : les prises de position militantes des « experts » sont perçues comme des discours à valeur scientifique.

- **Le contenu des émissions est presque toujours politiquement orienté**

La malhonnêteté des radios du groupe Radio-France découle d'autre part du contenu même des émissions.

Les interviews politiques constituent les émissions les plus sensibles et elles font plus ou moins l'objet d'un contrôle du CSA. Les choses nous paraissent dans ce domaine se passer à peu près normalement pour ce qui concerne les principaux partis et courants, qui sont invités à tour de rôle en fonction de leur importance électorale. Le courant national, lui, est en revanche très peu présent. Les quelques invitations adressées à Mme Le Pen ou à d'autres responsables

du FN sont peut-être un peu moins rares que du temps ou Jean-Marie Le Pen était le candidat de ce mouvement : elles restent très loin de représenter une proportion du temps de parole en rapport avec le poids électoral de ce courant politique.

En outre les interviews politiques réalisées sur ces radios sont biaisées : le degré de pugnacité, d'agressivité et d'insolence des journalistes est en effet fonction de la plus ou moins grande proximité de l'invité avec la ligne politique de la chaîne. Les quelques interviews de responsables du Front national sont ainsi l'occasion pour les journalistes de se montrer spécialement incisifs et « courageux ». France-Inter s'est signalé récemment en faisant suivre l'interview de Jean-Marie Le Pen d'une chronique à prétention humoristique dans laquelle l'animatrice insulte l'invité et ses électeurs (M. Le Pen est ainsi présenté comme « le thermomètre enfoncé dans le derrière des Français pour mesurer leur degré de xénophobie »). Quelques jours plus tard, la même humoriste énonce que « ceux qui votent Front national sont des gros cons ». Aucun autre responsable politique français ne fait l'objet d'un traitement comparable de la part de ces radios.

S'agissant des questions économiques, qu'elles soient abordées dans des émissions thématiques ou dans les chroniques spécialisées, les choses sont plus ouvertes. Les deux thèses opposées, la thèse libérale et la thèse keynésienne et régulatrice, sont l'une et l'autre présentes et défendues par des experts et journalistes d'opinions opposées. L'explication de ce pluralisme inattendu tient peut-être au fait que les deux thèses en question ont leur place dans les partis de gauche sans que l'une l'emporte nettement sur l'autre.

Les émissions thématiques sont nettement orientées (y compris celles destinées aux enfants). Les sujets abordés sont des sujets « de gauche » ou sont traités d'un point de vue « progressiste ». Les différentes émissions donnent ainsi la parole au militant soutenant les sans-papiers ; au voyageur venant montrer l'étendue de l'injustice dont sont victimes les

pays du tiers-monde ; à l'intellectuel affirmant que les religions sont des facteurs d'obscurantisme et de violence ; au chanteur proposant des musiques « venues d'ailleurs », mixées, « rapées » et diversifiées ; à l'artiste faisant la promotion d'une exposition d'art contemporain au château de Versailles ; à l'intervenant social venant présenter les talents dont sont porteurs les élèves « soi-disant en échec scolaire » ; à l'éducateur témoignant de la richesse de la vie solidaire et créative des quartiers ; au magistrat affirmant que l'emprisonnement encourage la récidive ; à l'écrivain venant dénoncer le racisme latent du Français moyen ; au psychologue soutenant que l'homoparentalité n'est en rien néfaste pour les enfants concernés ; au généticien assurant que les races n'existent pas ; à l'historien venant dénoncer Vichy, la collaboration, la passivité des Français moyens pendant la guerre, les fautes de la France en Algérie, l'esclavage, etc., etc.

Certaines émissions sont en principe éloignées par nature des sujets politiques, comme celles consacrées au jardinage, à la musique ou à la gastronomie. Même dans ce cadre pourtant, producteurs et invités trouvent le moyen de glisser de temps à autres une remarque ou une déclaration en bonne et due forme prônant la diversité, le métissage ou dénonçant l'intolérance et la xénophobie

Toute règle supportant des exceptions, l'émission d'Alain Finkielkraut sur France-Culture permet depuis des années, une heure par semaine, l'expression des différents courants de pensée, y compris le courant « national » (l'existence de l'émission est d'ailleurs vivement contestée par une partie de la classe politico-médiatique qui préférerait que la pensée soit encore plus unique et totalement pure).

Hormis cette séquence, il n'existe pas d'émissions sur France-Inter et France-Culture où des invités viendraient par exemple exprimer l'opinion selon laquelle le tiers-monde est le premier responsable de ses difficultés, en raison notamment de

sa démographie, du racisme qui se déploie dans la plupart des pays pauvres, ou de la propension des populations concernées à se livrer à la guerre civile. Nul invité jamais n'est là pour affirmer que l'immigration doit être interrompue et n'est une chance pour personne ; que le métissage est généralement peu souhaitable parce qu'il donne naissance à des personnes rencontrant des difficultés psychologiques liées à leur identité ; que le travail représente un devoir social majeur ; ou que la famille constituée d'un père, d'une mère et d'enfants, de préférence non recomposée, est tout de même le cadre dans lequel l'individu a le plus de chances de se structurer et de s'épanouir.

Quant au courant « national » lui-même, il est constamment présenté sous l'aspect le plus défavorable : les mots extrême-droite, populisme, racisme, xénophobie, repli, rejet de l'autre, nourrissent systématiquement les analyses des journalistes ou les interviews qui lui sont consacrées. De même l'évocation du courant « national » est le plus souvent accompagnée de termes comme « risque », « inquiétude », « menace », « danger » (« le danger de l'extrême droite »). Les électeurs « nationaux » sont présentés sous un jour peu flatteur : on parle de « petites gens », de « milieux populaires », de « personnes âgées », crispées, « dépassées par l'évolution du monde », « mal armées pour affronter la mondialisation », saisies par la peur, peur du changement, peur du déclassement, peur de l'Autre.

On le voit : les radios du groupe Radio-France sont des radios militantes, des radios de combat et même de propagande.

On notera que cette situation reste inchangée quelle que soit la couleur de la majorité politique gouvernementale. Lorsque la droite gouverne, elle a la possibilité de nommer le président de Radio-France : cette prérogative ne change rien en pratique au contenu et aux méthodes des radios du groupe qui, quoi qu'il arrive, restent orientées à gauche. Deux explications de ce phénomène étrange sont envisageables. Soit

les mécanismes de sélection et de cooptation des journalistes placent le président de Radio-France dans l'impossibilité pratique de renouveler les rédactions à sa guise. Soit les idées défendues sur ces radios conviennent finalement à la droite, composante du consortium UMPS.

On nous répondra que les auditeurs mécontents n'ont qu'à écouter les radios concurrentes. C'est oublier que les radios que nous mettons ici en cause sont des radios publiques, financées pour l'essentiel par le contribuable (ce mode de financement leur permet de réduire fortement la place de la publicité, laquelle rend l'écoute des radios « commerciales » difficile à endurer). S'agissant, donc, de radios publiques, leur non respect du pluralisme nous paraît constituer une grave anomalie.

Les moins malhonnêtes des auditeurs de ces radios reconnaissent qu'elles sont nettement orientées à gauche. Mais ils justifient cette situation par le fait qu'elle contrebalance quelque peu, selon eux, la puissance des médias détenus par « la droite » et les milieux du CAC 40.

Cet argument nous paraît sans valeur. Il existe certes d'importantes chaînes de télévision appartenant aux milieux d'affaires, à commencer par TF1. Mais des chaînes de télévision publique existent également. En outre la gauche dispose elle aussi de nombreux et importants organes de presse écrite (Le Monde, Libération, Le Nouvel Observateur, Télérama…) ainsi que de plusieurs sites internet d'information, subventionnés d'ailleurs par les pouvoirs publics (Rue89, Médiapart, Slate.fr). Quant à Canal +, la chaîne a été créée par un homme d'affaires ami de M. Mitterrand.

**

On voit ainsi jouer sur les radios de service public les mêmes mécanismes que ceux qui s'exercent dans l'ordre de la

représentation politique : de même que les opinions « nationales » ne sont pas représentées à Radio-France, les électeurs nationaux, en l'absence de proportionnelle, n'ont pas de députés à l'assemblée.

La situation ainsi créée, aussi bien sur les radios publiques qu'à l'assemblée nationale, n'est pas démocratique. Les partisans de l'UMPS passent pourtant leur temps à accuser les responsables, électeurs et sympathisants du parti national de ne pas être des démocrates. On se trouve là en présence de la technique classique « d'inversion accusatoire », l'UMPS imputant à ses adversaires ses propres turpitudes.